



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché (avis rectificatif)

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-43172>

Département(s) de publication : **30**

Annonce n° **25-43172**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Ville de Nîmes (30)

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : AUDITS ENERGETIQUES DE 30 BATIMENTS

Description : Accord-cadre à bons de commandes de prestations intellectuelles portant sur des audits énergétiques de 30 bâtiments de la Ville de Nîmes. Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert. Il est conclu avec un opérateur économique sans montant minimum et avec un montant maximum en valeur. Les prestations, non alloties, font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande. Elles seront réglées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande par application des prix unitaires du bordereau des prix unitaires en fonction des quantités réellement exécutées. Le marché est conclu pour 15 mois. Il n'est pas reconductible.

Identifiant de la procédure : 265f2de9-e9ea-4a87-a8ab-bdc048dc38dd

Avis précédent : 198248-2025

Identifiant interne : 25I004MO

Type de procédure : Ouverte

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 71314300 Services de conseil en rendement énergétique

2.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : Territoire de la Ville de Nîmes

Ville : 30000

Code postal : Nîmes

Subdivision pays (NUTS) : Gard (FRJ12)

Pays : France

2.1.3 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 225,000 Euro

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

Code de la Commande Publique - Législation Française -

2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale :

Faillite :

Corruption :

Concordat :

Participation à une organisation criminelle :

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental :

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme :

Fraude :

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains :

Insolvabilité :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail :

Biens administrés par un liquidateur :

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure :

Motifs d'exclusion purement nationaux :

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché :

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché :

Coupable d'une faute professionnelle grave :

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social :

Paielement des cotisations de sécurité sociale :

État de cessation d'activités :

Paielement d'impôts et taxes :

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes :

Section 5 - Lot

5.1 **Identifiant technique du lot** : LOT-0001

Titre : Audits énergétiques - Lot unique

Description : Audits énergétiques de 30 bâtiments de la Ville de Nîmes

Identifiant interne : 25I004MO - Lot unique

5.1.1 **Objet**

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 71314300 Services de conseil en rendement énergétique

5.1.2 **Lieu d'exécution**

Adresse postale : Territoire de la Ville de Nîmes

Ville : NIMES

Code postal : 30000

Subdivision pays (NUTS) : Gard (FRJ12)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 **Durée estimée**

Durée : 15 Mois

5.1.5 **Valeur**

Valeur estimée hors TVA : 225,000 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 225,000 Euro

5.1.6 **Informations générales**

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

5.1.7 **Marché public stratégique**

Objectif du marché public stratégique : Pas de passation de marché stratégique

5.1.9 **Critères de sélection**

Critère :

Type : Autre

Nom : Examen des candidatures réalisé sur la base des éléments d'appréciation suivants : 1/ Situation juridique du candidat 2/ Garanties économiques et financières 3/ Capacités techniques et financières du candidat.

Description : Les documents demandés au titre de la capacité juridique, économique et professionnelle de la candidature figure à l'article 4 du règlement de consultation, accessible gratuitement dans le dossier de consultation sur la plateforme Marchés Sécurisés (<https://www.marches-securises.fr>)

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Prix

Description : Prix

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 60

Critère :

Type : Qualité

Description : Valeur technique

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-securises.fr>

Canal de communication ad hoc :

URL : <https://www.marches-securises.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-securises.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 28/04/2025 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 6 Mois

Informations qui peuvent être complétées après la date limite de présentation des offres :

À la discrétion de l'acheteur, certains documents manquants relatifs au soumissionnaire peuvent être transmis ultérieurement.

Informations complémentaires : Si le candidat se présente en groupement momentané d'entreprises, le mandataire doit être solidaire.

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Un accord de confidentialité est requis : non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Informations relatives aux délais de recours : Les recours doivent être formés devant le Tribunal Administratif de Nîmes

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Tribunal Administratif de Nîmes

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Nîmes

Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de fiscalité, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée : Ville de Nîmes (30)

Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection de l'environnement, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée : Ville de Nîmes (30)

Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection du travail et de conditions de travail, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée : Ville de Nîmes (30)

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Ville de Nîmes (30)

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Ville de Nîmes (30)

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Nîmes

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Ville de Nîmes (30)

Organisation qui traite les offres : Ville de Nîmes (30)

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Ville de Nîmes (30)

Numéro d'enregistrement : 21300189400012

Département : Gard

Adresse postale : Colisée 2 1 rue du Colisée, 1er étage

Ville : Nîmes Cedex 9

Code postal : 30947

Subdivision pays (NUTS) : Gard (FRJ12)

Pays : France

Adresse électronique : commande-publique@ville-nimes.fr

Téléphone : +33 434035700

Adresse internet : <https://www.marches-securises.fr>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <https://www.nimes.fr>

Profil de l'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de fiscalité, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée

Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection de l'environnement, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée

Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection du travail et de conditions de travail, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Tribunal Administratif de Nîmes

Numéro d'enregistrement : 130001928 00014

Département : Gard

Adresse postale : 16 Avenue Feuchères

Ville : NIMES

Code postal : 30000

Subdivision pays (NUTS) : Gard (FRJ12)

Pays : France

Point de contact : Greffe du Tribunal

Adresse électronique : greffe.ta-nimes@juradm.fr

Téléphone : +33 466273700

Télécopieur : +33 466362786

Adresse internet : <https://nimes.tribunal-administratif.fr>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <https://nimes.tribunal-administratif.fr>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Organisation chargée des procédures de médiation

Section 10 - Modification

Version de l'avis antérieur à modifier : 198248-2025

Principale raison de la modification : Correction par l'acheteur

Description : * La date de fin d'exécution des prestations est reportée : elle passe du 31 Juillet 2026 au 31 Décembre 2026 * La durée du marché est portée de 15 à 20 mois * La clause d'actualisation des prix est supprimée. Une clause de révision des prix est insérée dans les documents rectificatifs du DCE mis en ligne * La date limite de remise des offres est reportée : elle passe du 28 Avril 2025 au 15 Mai 2025

10.1 Modification

Identifiant de la section : LOT-0001

Description des modifications : * La date de fin d'exécution des prestations est reportée : elle passe du 31 Juillet 2026 au 31 Décembre 2026 * La durée du marché est portée de 15 à 20 mois * La clause d'actualisation des prix est supprimée. Une clause de révision des prix est insérée dans les documents rectificatifs du DCE mis en ligne * La date limite de remise des offres est reportée : elle passe du 28 Avril 2025 au 15 Mai 2025

Les documents de marché ont été modifiés le : 15/04/2025

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : addbe87b-42a2-4c94-8894-93c503c276ae - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 15/04/2025 à 17:04

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 15/04/2025